



RAPPORT FINAL
PROJET FONDS SOCIAL URBAIN KABINDA
LES MICROPROJETS,
LE CAPITAL SOCIAL,
L'IMPACT
JUIN 2007



1. LES MICROPROJETS

1.1. RÉSUMÉ

Le résumé présente d'abord l'approche de développement communautaire et par la suite les différents secteurs d'intervention et leurs résultats.

Nous présentons les secteurs d'intervention selon le schéma ci-dessous :

1. Localisation
2. Objectifs
3. Description du projet
4. Initiateur
5. Montant du financement
6. Etat des dépenses
7. Les activités entreprises
8. Les problèmes et solutions
9. Les résultats
10. Le fonctionnement et l'entretien

En ce qui concerne les procédures suivies, tous les microprojets dans chacun des secteurs ont suivi le même schéma notamment :

1. Etude préalable faite et soumise par l'ONG
2. Avis positif par le CCL-Q et le CCL-C
3. Constitution du dossier administratif
4. Constitution du dossier technique et financier
5. Signature de la convention entre CTB/FSU et l'ONG
6. Conseils en matière de comptabilité
7. Etablir un contrat de contrôle technique avec les experts des services de l'Etat uniquement dans le secteur agricole par manque d'expertise dans d'autres secteurs.
8. Etablir un PV de démarrage des travaux
9. Etablir une fiche des rapports hebdomadaires pendant l'exécution des travaux
10. Organiser un suivi technique par la CTB/FSU, CCL,
11. Etablir un PV de réception provisoire
12. PV de réception définitive

Les micros – projets sont exécutés en tenant compte des modalités spécifiques comme décrit dans le DTF et adapté dans certains cas, après approbation, de la SMCL.

1. Le FSU réalise une économie d'échelle par le regroupement des marchés.
2. Le FSU préfère les paiements par transfert et limite au maximum la manipulation par les ONG des grosses masses d'argent.
3. Des petits fonds sont mis à la disposition de l'ONG exécutrice des travaux par tranches sur base de justification des tranches précédentes.
4. Toute la main-d'œuvre est fournie uniquement par les résidents de la Cité de Kabinda.
5. Le FSU vérifie l'exécution de la convention, en particulier l'apport local.

Le tableau suivant donne l'aperçu général des secteurs concernés :

Secteurs d'intervention	Nombre ILD	% des dépenses ILD	% HIMO
1. Lutte anti-érosive	21	11,36	45,63
2. Santé	1	1,98	15,79
3. Education	22	40,67	11,06
4. Voirie et Drainage	8	4,27	58,77
5. Eau	2	1,69	7,42
6. Activités Génératrices des revenus	14	3,96	11,90
7. agriculture et élevage	31	12,19	14,45
8. Autres	6	5,59	16,14
Total	105	100	
Moyenne			15,71

15,71% de l'investissement est entré dans l'économie locale sous forme de salaire en Haute Intensité de Main d'œuvre. Cela est l'équivalent de plus de 121.408,73 Homme/jour à un taux de 2€ par jour. Toute la main d'œuvre a été fournie par les habitants de Kabinda.

Globalement, l'impact de la production des infrastructures est important. Pratiquement toutes les écoles publiques de la Cité de Kabinda (avec N° SECOPE) sont réhabilitées/construites et équipé ; tous les érosions majeurs sont maîtrisés ; presque tous les quartiers sont servi en eau potable par la

réhabilitation de 21 sources et le captage de la source de l'hôpital général de référence ; dans le secteur agricole, 31 projets ont été soutenus et 14 projets dans le secteur des activités génératrices des revenus ; la cité est dotée d'une infrastructure administrative complète et d'une salle polyvalente.

1.2. Lutte Anti-érosive

1.2.1. LOCALISATION

Nombre des quartiers : 12	Congo, Mbandaka, Kamukungu, Yakasongo, Shadilayi Pashi, Lunya, Bunduki, Matembele, Shidika, Bena Mbua, Balasa
Nombre d'Ild	21
Montant total	175.641,5 €

1.2.2. OBJECTIFS DU PROJET

Arrêter la progression des érosions avec tous les dégâts matériels et humains qu'elles entraînent.

1.2.3. INITIATEURS / BÉNÉFICIAIRES :

12 associations spécialisées dans la lutte contre les érosions après une session de formation qui a été organisée par le FSU Kabinda.

1.2.4. ACTIVITÉS ENTREPRISES

Construction des digues et diguettes, aménagement des drains parcellaires, construction des moulures autour de chaque parcelle, aménagement des bassins de rétention des eaux, talutage des versants, plantation des herbes fixatrices, stabilisation des têtes d'érosions avec des glissières.

1.2.5. PROBLÈMES ET SOLUTIONS

Problème d'entretien.

Solution : chaque structure partenaire s'occupera de l'entretien des ouvrages réalisés selon les conventions signées avec le BEP. Le service de TP du territoire a reçu les matériels pour les travaux d'entretien (pelles et bûches). Responsabilisation de la cité sur la sensibilisation de la population en ce qui concerne la gestion des eaux pluviales dans les parcelles.

Les bénéficiaires : ONG de lutte anti-érosive pour assurer l'entretien, la population locale.

1.2.6. LES RÉSULTATS

Résultats : la stabilisation des têtes d'érosions, la reprise du trafic sur la nationale numéro 2 qui était entièrement coupée par l'érosion de shabana.

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact	Indicateurs de durabilité
- 15 érosions traitées	- 80% des têtes d'érosions maîtrisées	- stabilisation des sites environnants

1.2.7. ENTRETIEN

Entretien assuré par les ONG bénéficiaires et par les populations environnantes. Les drains parcelaires sont curés par les habitants des parcelles.

1.3. Santé

1.3.1. LOCALISATION

Nombre des quartiers : 1	Yakasongo
Nombre d'Ild	1
Montant total	30.701€

1.3.2. OBJECTIFS DU PROJET

Assurer les soins de santé primaire à la population grâce à une infrastructure sanitaire adéquate et de proximité qui donnera des soins curatifs de qualité et assurera des activités de vaccination et de prévention dans la Cité.

1.3.3. INITIATEURS / BÉNÉFICIAIRES

Initiateurs : Population
 Bénéficiaires : Cité de Kabinda
 Gestionnaire : BDOM,

1.3.4. LES ACTIVITÉS ENTREPRISES

Construction de mur de clôture de l'hôpital général de référence pour +/-170 000 habitants et de l'approvisionnement en eau potable aux malades.

1.3.5. PROBLÈMES ET SOLUTIONS

Faible taux de paiement des frais par les patients, manque d'eau potable pour les malades.

Solution : appliquer une politique de taxation tenant compte des revenus des ménages, implication de la zone de santé. Captage de la source de l'hôpital général de référence.

1.3.6. LES RÉSULTATS

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact	Indicateurs de durabilité
- 1 mur de l'HGR	- HGR de proximité	- Gestion confiée à BDOM,

1.3.7. FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN

Le fonctionnement de l'hôpital est assuré par BDOM, sous le contrôle du Médecin Inspecteur Provincial, représenté par la Zone de santé de Kabinda.

1.4. Secteur : Education

1.4.1. LOCALISATION

Nombre des quartiers : 16	Matembele, Bunduki, Kamukungu, Balasa, Kabondo, Yakasongo, Mbandaka, Kalala, Iutembo, Kananga, Kepusha, Shidika
Nombre d'Ild	22
Montant total	628.600,7€

1.4.2. OBJECTIFS DU PROJET :

Une infrastructure adéquate de proximité qui facilite l'éducation primaire, secondaire dans le quartier pour un minimum de 300 élèves/école.

1.4.3. DESCRIPTION DU PROJET.

L'école doit être une école publique ou conventionnée avec un n° SECOPE et une fiche parcellaire pour un terrain public.

Réhabilitation : réfection des murs, pose du pavé, pose des fenêtres, pose d'une nouvelle toiture, rafraîchissement peinture, construction des latrines scolaires, équipement en bancs et en machines.

Construction : construction d'un bâtiment neuf selon les normes en vigueur.

1.4.4. INITIATEURS / BÉNÉFICIAIRES

Initiateurs : ONG locales, Associations des parents d'élèves, Direction de l'école

Bénéficiaires : +/- 12 000 élèves

1.4.5. LES ACTIVITÉS ENTREPRISES

Deux mois des travaux de réhabilitation ou de construction + équipements sont prévus. Lorsqu'il s'agit de la réhabilitation : réfection des murs, pose du pavement, pose des fenêtres, pose d'une nouvelle toiture, rafraîchissement peinture, construction des latrines scolaires, équipement en bancs. Lorsqu'il s'agit de la construction : six salles de classe+bancs, deux bureaux+mobiliers et latrines scolaires. La construction et la réhabilitation tiennent compte des normes techniques de la Division Provinciale des Travaux Publics avec une attention particulière à l'aération, à la lumière et à la durabilité (diminuer le coût d'entretien).

1.4.6. PROBLÈMES ET SOLUTIONS

Problèmes : Augmentation du nombre d'élèves dans les écoles réhabilitées, niveau des enseignants et élèves bas.

Solutions : Réunion de concertation autorités locales+sous-proved+ANAPECO. Respecter le nombre d'enfants par salle selon les normes du ministère de l'EPSP.

Le niveau des inspecteurs et enseignants a été relevé par les sessions de recyclages.

Penser à l'équipement des écoles en matériels didactiques.

1.4.7. LES RÉSULTATS

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact	Indicateurs de durabilité
<ul style="list-style-type: none"> - 19 écoles construites - 1 école réhabilitée et construite en partie - 1 école équipée en machines à coudre - 2 écoles équipées en bancs 	<ul style="list-style-type: none"> - plus de 12 000 élèves qui étudient dans des écoles en bon état 	<ul style="list-style-type: none"> - Aération avec les claustres, bancs, toilettes pour élèves et enseignants

1.4.8. FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN

Le fonctionnement de l'école est assuré d'un côté par l'état (état de paie des enseignants) et par la structure gestionnaire de l'école (école conventionnée). L'entretien est assuré par l'école à travers un fonds spécial appelé FIP : Fonds d'Intervention Ponctuelle.

1.5. Voirie et drainage

1.5.1. LOCALISATION :

Nombre des quartiers : 12	Mbandaka, Congo, Matembele, Bunduki, shadilayipashi, Kamukungu, bena mbua, Balasa, Yakasongo, Shidika, kisanga, lunya
Nombre d'Ild	8
Montant Total	165.707 €

1.5.2. OBJECTIFS DU PROJET :

Une infrastructure adéquate qui désenclave et facilite l'accessibilité des quartiers (dalots, routes).

1.5.3. DESCRIPTION DU PROJET :

Le grand goulot d'étranglement de Kabinda est son enclavement. Beaucoup de quartiers ne sont pas accessibles par manque de route, des passerelles et de ponts de franchissement.

1.5.4. INITIATEURS / BÉNÉFICIAIRES :

Initiateurs : les ONG locales

Bénéficiaires : populations locales

1.5.5. LES ACTIVITÉS ENTREPRISES :

Jeter des dalots sur l'avenue Lumumba, réhabiliter les avenues et rues de Kabinda.



1.5.6. PROBLÈMES ET SOLUTIONS :

Problèmes : entretien des caniveaux, entretien des bassins de rétention d'eau, reprofilage des avenues, érosions.

Solutions : réflexion sur les modalités de péage, responsabilisation des autorités de la cité et des quartiers pour le curage des bassins de rétention d'eau, entretien des caniveaux et création des moulures dans les parcelles.

1.5.7. LES RÉSULTATS :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact	Indicateurs de viabilité
<ul style="list-style-type: none"> - 3 dalots - Réhabilitation des avenues - Bassins de rétention d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Circulation à vélo, moto et véhicule sur les avenues de la cité de Kabinda - Désenclavement des quartiers de la Cité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Transport public en gestion (taxi privé) - Les avenues de la Cité accessibles par vélo, moto et véhicule - Liaison par dalots sur l'avenue Lumumba

1.5.8. FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN

Les avenues Lumumba et rues de la cité tiennent bon depuis leurs réhabilitations.

1.6. Eau potable

1.6.1. LOCALISATION

Nombre des quartiers : 17	Mbandaka, Congo, Matembele, Bunduki, shadilayipashi, Kamukungu, bena mbua, Balasa, Yakasongo, Shidika, Kabondo, kisanga, lunya
Nombre d'ILD	2
Montant total	26.000 €

1.6.2. OBJECTIFS DU PROJET

Donner de l'eau potable à la population de Kabinda, de l'hôpital général de référence par la réhabilitation des sources et l'installation d'une pompe pour le captage de la source de HGR

1.6.3. DESCRIPTION DU PROJET

La population de Kabinda n'est pas desservie en eau potable par la Regideso. Les habitants s'approvisionnent en eau dans des puits et sources non aménagés. Le projet a aménagé 21 sources, et a réalisé un captage de la source de l'hôpital général de référence de Kabinda. La gestion de l'eau est assurée par les comités d'eau des quartiers pour les sources et l'Hopital pour le captage de la source.

1.6.4. INITIATEURS / BÉNÉFICIAIRES :

Initiateurs : ONG locales

Bénéficiaires : les malades de l'hôpital, les populations locales

1.6.5. LES ACTIVITÉS ENTREPRISES

- Captage de 21 sources, aménagement du lieu de puisage.
- Captage de la source de l'hôpital pour donner de l'eau potable aux malades

1.6.6. PROBLÈMES ET SOLUTIONS

Entretien : Faible capacité dans la gestion de sources aménagées. Faible capacité organisationnelle.

Solution : Formation des comités d'eau.

1.6.7. LES RÉSULTATS

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact	Indicateurs de viabilité
<ul style="list-style-type: none"> - sources aménagées - Captage de la source de l'hôpital 	- 21 source d'eau pour +/- 170.000 habitants	- 21 sources opérationnelles et le captage de la source de l'hôpital en fonctionnement

1.6.8. FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN

Le fonctionnement des sources est assuré par le comité d'eau de chaque quartier et le captage assuré par l'église catholique (la congrégation de Béatitudes) gestionnaire de l'hôpital.

1.7. Agriculture et Elevage

1.7.1. LOCALISATION :

Nombre des quartiers : 17+périphérie	Tous les quartiers
Nombre d'ILD	31
Montant total	188.460,934 €

1.7.2. OBJECTIFS DU PROJET :

Appuyer les agriculteurs, les maraîchers, les pisciculteurs et les éleveurs dans leurs activités pour une grande production et améliorer le revenu des ménages.

1.7.3. DESCRIPTION DU PROJET :

Les agriculteurs, les maraîchers produisent en petites quantités non seulement parce qu'ils manquent du matériel aratoire et des intrants ; mais aussi parce qu'ils cultivent parfois sur des sites non aménagés et ne tiennent pas compte des normes et des techniques appropriées. La pisciculture donne de très faibles rendements parce qu'elle s'effectue sans méthodes et techniques appropriées et dans des milieux non appropriés comme des parcelles.

1.7.4. INITIATEURS / BÉNÉFICIAIRES :

Initiateurs : les ONG locales

Bénéficiaires : la population de la cité de Kabinda et périphérie.

1.7.5. LES ACTIVITÉS ENTREPRISES :

Aménagement des sites maraîchers pour une redistribution des terres ; appui des maraîchers et des agriculteurs avec les outils agricoles, la distribution des intrants agricoles et les semences améliorées, la formation en techniques agricoles. Construction des enclos pour l'élevage de volaille.

1.7.6. PROBLÈMES ET SOLUTIONS :

Problèmes : faiblesse sur le plan organisationnel, problème de provenderie animale, faible rendement, manque de matériels et d'intrants.

Solution : formation technique des maraîchers, des agriculteurs en partenariat avec le service provincial de l'agriculture sur les techniques agricoles. Distribution des matériels et des intrants

1.7.7. LES RÉSULTATS :

Le tableau suivant reprend les résultats comme prévu.

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact	Indicateurs de viabilité
<ul style="list-style-type: none"> - 6 espaces maraîchers - 1 élevage des volailles - 4650 ménages 	- impact immédiat	- l'agriculture en pleine expansion

appuyés		
---------	--	--

1.7.8. FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN :

Les ONGD encadrent les paysans et les maraîchers sur terrain. Fonctionnement de l'élevage de la volaille pose un problème pour l'alimentation. Les espaces maraîchers appuyés avec l'aménagement des sites sont entretenus.

1.8. Activités Génératrices des Revenus

1.8.1. LOCALISATION :

Nombre des quartiers : 10	Mbandaka, Matembele, Bunduki, Kamukungu, Congo, Yakasongo, Zewe, Bena Mbua
Nombre d'ILD	14
Montant Total	61.345,42 €

1.8.2. OBJECTIFS DU PROJET :

Appuyer les activités génératrices des revenus qui intéressent beaucoup les femmes à Kabinda.

1.8.3. DESCRIPTION DU PROJET :

Fournir les intrants et le matériel, Accompagner les bénéficiaires dans la mise en œuvre de leur projet : production, filière de commercialisation, organisation financière, etc.

1.8.4. INITIATEURS / BÉNÉFICIAIRES :

Initiateurs : les ONG locales

Bénéficiaires : les membres de l'ONG bénéficiaire (direct) et la population de la Cité de Kabinda (indirect)

1.8.5. LES ACTIVITÉS ENTREPRISES :

Fournir les intrants et le matériel, Constitution des fonds de roulement pour agrandir les activités et le nombre des bénéficiaires, Formation sur la gestion comptable et la bonne gouvernance etc.

1.8.6. PROBLÈMES ET SOLUTIONS

Problèmes : Mauvaise gestion, dislocation des associations, manque de durabilité et de viabilité

Solution : Formation des bénéficiaires en gestion et en résolution pacifique des conflits.

1.8.7. LES RÉSULTATS

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact	Indicateurs de viabilité
<ul style="list-style-type: none"> - 14 ONG bénéficiaires : (boulangerie communautaire, commercialisations des produits agricoles, atelier de couture, foyer social, atelier de soudure et ajustage, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - faible 	<ul style="list-style-type: none"> - faible pour la plupart des projets à l'exception de la boulangerie communautaire des sœurs de Béatitude et de la savonnerie des sœurs clarisses.

1.8.8. FONCTIONNEMENT ET DURABILITÉ

Le fonctionnement de ce projet n'a pas donné des résultats escomptés. Les plus pauvres ne sont pas forcément les meilleurs entrepreneurs. Il y a donc un problème fondamental de sélection. Le succès pourrait augmenter si le critère pauvreté serait moins important que les critères d'entreprenariat.

1.9. Autres Infrastructures

1.9.1. LOCALISATION :

Nombre ses quartiers : 17	Tous les quartiers de la cité
Nombre d'Ild	6
Montant Total	338.322 €

1.9.2. OBJECTIFS DU PROJET :

Fournir ou réhabiliter les infrastructures administratives, socio-économiques, publiques et culturelles.

1.9.3. DESCRIPTION DU PROJET :

La cité de Kabinda souffre d'un manque criant des infrastructures comme les espaces de jeu, les bâtiments administratifs, le marché, etc. Mais tous ces besoins n'étaient pas une priorité lors des ateliers de programmation. Le FSU a tenu compte de ces besoins qui se sont exprimés plus tard.

1.9.4. INITIATEURS / BÉNÉFICIAIRES :

Initiateurs : ONG locales
Bénéficiaires : population locale

1.9.5. LES ACTIVITÉS ENTREPRISES :

Construction et équipement du bureau administratif de la cité de Kabinda, Construction et équipement de la salle polyvalente, Réhabilitation de la résidence du commissaire de district, équipement du bureau de territoire, de la cité et du district en équipement informatique et la réhabilitation de l'aérodrome de Zewe.

1.9.6. PROBLÈMES ET SOLUTIONS :

Problème : délabrement totale du bureau de la Cité, absence d'une salle polyvalente, manque d'outil de travail à la cité, territoire comme au district.

Solution : construction du bureau de la cité, construction de la salle polyvalente, de la résidence du commissaire de district et équipement des bureaux de la cité, territoire et district en matériels informatique.

1.9.7. LES RÉSULTATS :

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact	Indicateurs de viabilité
<ul style="list-style-type: none"> - 1 bureau de la cité construite - 1 résidence du commissaire réhabilitée - 3 bureaux équipés : de la cité, territoire et district en matériels informatique - 1 salle polyvalente construite - etc., 	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure adéquate pour l'administration de la cité 	<ul style="list-style-type: none"> - fonctionnaires de la cité, territoire et district travaillant dans des bonnes conditions - population dotée d'une salle polyvalente

1.9.8. FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN :

Toutes les infrastructures sont confiées à la cité, territoire et district qui assurent le fonctionnement et l'entretien. L'aérodrome de Zewe est géré par le diocèse de Kabinda.

2. CAPITAL SOCIAL

2.1. RÉSUMÉ

Depuis son lancement, le Projet FSU s'est toujours préoccupé en plus des constructions des infrastructures socio économiques, du renforcement des capacités de la population de Kabinda en général et celles des bénéficiaires de ses actions en particulier.

C'est dans ce cadre que le FSU en collaboration avec les partenaires, INADES, Inspection principale provinciale de l'EPSP, CFP, les consultants ont organisé depuis une série des formations dans la cité de Kabinda. Ces formations ont porté respectivement sur les domaines suivants ; la lutte anti-érosive, gestion et fonctionnement d'une ONG, recyclage des enseignants en gestion d'une classe et compétences psychosociales, techniques culturelles, élaboration des projets de développement, notion d'informatique, bonne gouvernance locale, les techniques de l'élevage, la notion d'impôts et taxes, la gestion pacifique des conflits et l'auto prise en charge du développement communautaire.

Toutes ces formations avaient pour objectif principal, de renforcer les capacités individuelles et collectives des gens ainsi que le capital social dans toute la Cité de Kabinda.

Les lignes qui suivent donnent la synthèse des différentes formations.

2.2. CFP

Le Centre de Formation Permanente a organisé du 30 avril au 8 mai 2007 une session de formation sur la résolution pacifique des conflits.

L'objectif global de cette formation était d'aider la population de Kabinda à appréhender le concept de conflit, d'amener celle-ci à identifier les causes et à connaître l'évolution des conflits et ses diverses conséquences et d'énumérer quelques types de conflits et leurs acteurs.

La formation avait porté sur les modules suivants :

- notion des conflits,
- la gestion des conflits,
- la transformation non violente des conflits,
- ethnicité – religion et normes culturelles

2.3. INADES

L'Institut Africain pour le Développement Economique et Social, en sigle INADES a organisé à Kabinda du 6 au 11/11/ 2006 une session de formation en techniques d'animation, techniques de vulgarisation et en gestion d'une ONG, organisation et fonctionnement au profit des ONGD de la Cité de Kabinda.

2.3.1. GESTION D'UNE ONG,

Ce module avait pour objectifs :

- connaître les organes d'une ONGD ;
- disposer d'une vision harmonisée sur le fonctionnement des organes d'une ONGD ;
- définir une ONGD et de la distinguer de tout autre organisation
- connaître les principes de base de fonctionnement, de partenariat, d'apolitisme et d'engagement politique des ONGD

Il a été expliqué aux participants le sens d'une ONGD, ses objectifs et ses membres et ses organes, la différence entre une autre structure et une ONGD, la finalité et le type d'ONGD, les caractéristiques d'une ONGD, les principes fondamentaux des ONGD, la vision, la mission, les valeurs, la participation des membres, le cycle de vie d'une organisation,....

2.4. Impôts et taxes

La formation aux notions élémentaires d'impôts et taxes a eu lieu au mois de mai 2007 et a connu la participation des vendeurs, commerçants, agents du service de l'IPEMEA pour une durée de 7 jours.

Il convient de noter que la participation des femmes à cette formation était de 40%. La participation de la femme est due au fait que les principaux utilisateurs des marchés sont des femmes.

Objectifs :

- comprendre la différence entre l'impôt et les taxes à payer véritablement ;
- apprendre à contrôler l'utilisation des taxes ;
- connaître la raison d'être des taxes dans un marché ;
- connaître le rôle des autorités dans la gestion du marché ;

- comprendre l'intervention de la DGI dans la perception des taxes

Résultats :

- 60 personnes formées ;
- les capacités des vendeurs et vendeuses, commerçants et agents du service de l'IPEMEA sont renforcés ;
- les vendeurs et vendeuses, et agents du service de l'IPEMEA connaissent mieux leurs droits et leurs obligations et s'y réfèrent de plus en plus ;
- les utilisateurs du marché et les administrateurs concilient leur vision sur les taxes à payer et l'usage des recettes perçues.

Le point fort : la participation, le dynamisme des participants et la volonté des autorités à avoir une vision commune sur la collecte des impôts et taxes.

Point faible : l'application de la clé de répartition des taxes entre le comité du marché et la cité semble hypothétique. Les vendeurs et vendeuses ne disposent pas des moyens nécessaires pour faire appliquer la loi en ce qui concerne la clé de répartition des recettes du marché et autres.

2.5. EPSP (INSPECTION PRINCIPAL PROVINCIAL)

L'inspection principale provinciale Kasai III a organisé en octobre 2006 et en avril 2007 des sessions de formation pour le recyclage des inspecteurs et enseignants des écoles de Kabinda. Au total 49 inspecteurs et 800 enseignants ont été formés sur la gestion d'une classe, genre, équité et prévention du VIH sida par le développement des compétences psychosociales.

2.6. Bonne gouvernance locale

Une formation sur la bonne gouvernance locale a été organisée à l'intention de la population de Kabinda, elle a regroupée les agents de l'Etat, le CCL, la société civile.

Les objectifs de la formation :

- Informer les participants sur les contours réels du concept « bonne gouvernance »
- Informer les participants sur les potentialités réelles en capacités de gestion de la Cité, opportunités relatives à ces dernières.
- Informer les participants des acquis réels du projet FSU/Kabinda
- Définir un certain nombre de critères et indicateurs locaux

- Analyser les obstacles à la participation populaire et à une bonne gouvernance locale.
- Envisager les grands axes sur lesquels devront se bâtir les réformes
- Mettre en place des stratégies appropriées pour assurer une gestion durable des acquis du projet FSU/Kabinda.

3. SUIVI ET ÉVALUATION

3.1. Les résultats par rapport aux objectifs

Objectif 1 : Production et/ou réhabilitation d'infrastructures sociales, économiques publiques, de biens communautaires et d'activités génératrices de revenus avec la méthode de haute intensité de main d'œuvre

- Nombre des réalisations
- Nombre d'infrastructures prévues au départ dans le DTF: 43
- Nombre d'infrastructures réalisées sur le terrain :
 - 22 écoles
 - 1 HGR
 - 21 projets de LAE
 - 6 projets dans le secteur autre (bureau cité, salle polyvalente, résidence commissaire de district, aérodrome, équipement territoire et district en matériels informatique)
 - 8 projets de voirie et drainage
 - 2 projets d'eau pour 21 sources et un captage de la rivière de l'hôpital
 - 14 AGR financés
 - 31 projets agricoles financés
- Signature des contrats : 105 conventions signées au total (depuis août 2005-juin 2007)

Objectif 2 :Renforcement des liens communautaires ou du capital social et des capacités de gestion des biens publics et communautaires.

- ❖ Le plan de la cité issu du processus participatif (ateliers des programmations en juin 2005) entre les différents acteurs de la cité (administrateur du territoire, chef de cité, chefs des quartiers, ONG, etc....) ont hiérarchisé les priorités de la cité de la manière suivante : 1) Education, 2) eau et sanitaire, 3) drainage et voirie, 4) AGR, 5) santé, 6) agriculture et élevage, 7) groupes vulnérables, 8) autres

Objectif 3 Développement d'un instrument de monitoring et évaluation de l'impact du projet sur la pauvreté

- ❖ Des petites enquêtes ont été réalisées pour développer un instrument de monitoring et évaluation de l'impact. Une enquête socio-économique avant et après a été réalisée.

2.2. La comparaison ex ante et ex post

Ce qui est le résumé d'une étude faite par GAAD. Il s'agit d'une étude comparative dans le temps (ex ante et ex post) et dans l'espace. Ci dessous quelques uns des résultats de cette enquête.

2.2.1. Le tableau synthèse Capital Humain

Répartition en % du niveau d'étude des parents, entre mars 2006 et avril 2007.

Niveau d'étude des parents	Mars 2006 (%)	Avril 2007 (%)
Niveau d'étude père		
○ Analphabète	23,2	7,0
○ Primaire	22,5	31,0
○ Secondaire	42,9	44,2

o Technique prof.	9,3	10,8
o Supérieur	2,0	7,0
Niveau d'étude de la mère		
o Analphabète	44,5	23,6
o Primaire	36,2	46,2
o Secondaire	13,7	24,3
o Technique professionnelle	5,7	5,2
o Supérieur	-	0,7

Entre les deux périodes, il s'observe des changements manifestes dans le niveau d'éducation des parents. La population analphabète s'est réduite sensiblement. Elle a évolué de 67,7% à 30,6% tout genre confondu. De manière spécifique, ce changement est plus manifeste chez les pères (de 23,2 à 7,0) que chez les mères (de 44,5 à 23,6%). A tous les niveaux, le niveau 'études des parents s'est amélioré entre les deux périodes.

Mais il est difficile d'affirmer que ces changements sont dus au projet, étant donné l'absence de cursus d'éducatons spécifiques pour les adultes dans la cité de Kabinda.

2.2.2. Situation Sanitaire

Les résultats de la dernière enquête indiquent quelques changements dans l'état sanitaire de la population de Kabinda.

En effet, bien que le niveau général de la morbidité n'ait pas du tout changé, 34 % de personnes enquêtées ont été malades les deux semaines précédant l'enquête contre 31 % en 2006. Quelques indicateurs se sont améliorés : c'est notamment le cas du coût global des soins, qui a baissé, passant de 5,276 FC en moyenne en 2006 à 4,064 FC en moyenne en 2007.

De surcroît, il a été constaté une amélioration sensible des connaissances de la population sur l'infection du VIH-SIDA car la plupart de femmes âgées de 15 à 49 ans savent que le VIH-SIDA peut se transmettre de la mère à l'enfant par la grossesse (72 % en 2007 contre 48,5 % en 2006) ou par l'allaitement (86 % en 2007 contre 67 % en 2006).

Par ailleurs, l'état nutritionnel et le statut vaccinal des enfants ont connu des améliorations sensibles. Les principaux indicateurs observés se présentent de la manière suivante :

- 11 % de malnutrition aiguë globale contre 15 % en 2006.
- 32 % de malnutrition chronique modérée et sévère contre 42 % en 2006.
- 25 % d'insuffisance pondérale contre 34 % en 2006.
- 98 % d'enfants vaccinés contre la polio par rapport à 93 % en 2006.
- 95 % d'enfants vaccinés contre la tuberculose en 2007 et 94 % en 2006.
- 95 % d'enfants vaccinés contre la Diphtérie, le Tétanos et la Coqueluche (vaccin DTC) par rapport à 92 % en 2006.

Il convient néanmoins de noter que les attitudes dans le comportement sexuel et la fertilité n'ont pas sensiblement changé. En effet, le nombre moyen de partenaires sexuels par personne qui était de 0,8 en 2006 et de 1 en 2007. Cela est autant pour la proportion des personnes ayant eu des rapports sexuels avec un partenaire occasionnel au cours du mois précédent l'enquête (6,9 % en 2006 contre 7 % en 2007). Par ailleurs, la sécurité alimentaire des ménages dans la cité de Kabinda a tendance à s'améliorer si on regarde le nombre de repas consommé dans les ménages par jour.

2.2.3 Disponibilité et structure de la main d'œuvre

Répartition en % de l'occupation des parents, entre mars 2006 et avril 2007.

Occupation des parents	Mars 2006 (%)	Avril 2007 (%)
Occupation du père dans sa vie		
○ Agriculture	35,3	28,7
○ Artisanat	4,4	2,6
○ Ouvrier	5,0	7,4
○ Employé	33,3	45,1
○ Commerçant	9,5	9,8
○ Cadre bureau	8,9	3,8
○ Militaire	3,4	2,6
Occupation de la mère dans sa vie		
○ Agriculture	47,3	52,2
○ Ménage	24,5	13,2
○ Commerçante	12,1	9,2
○ Ouvrier	---	2,3
○ Artisanat	6,0	2,3
○ Employées	5,8	8,2
○ Autres	4,3	12,6

S'agissant de l'occupation des mères ou pères, il ressort des données récoltées que l'agriculture reste la principale activité de survie, mais l'on note que globalement, il y a de plus en plus des employés tant chez les pères que chez les mères. Ceci laisse croire qu'entre 2006 et 2007, *il y a eu accroissement de l'offre en emplois dans la cité de Kabinda.*

A titre indicatif, en 2006, la proportion des pères employés dans les secteurs public ou privé était estimée à 33%, actuellement cette proportion est de 45 %, chez les mères les employés sont passés de 6 % en mars 2006 à 9 % en mars 2006 à 9% en avril 2007.

2.2.4 CAPITAL NATUREL DES MENAGES

- En ce qui concerne l'eau de boisson, on note une certaine augmentation de l'utilisation des sources d'eau aménagées au détriment des rivières, mais de façon globale, il n'y a pas encore une amélioration de la situation car le nombre des sources par rapport à la population est insuffisant.
- En matière d'assainissement des logements, on note une légère amélioration, si on regarde l'utilisation des latrines qu'on peut considérer comme de qualité. On a remarqué également que les ménages commencent à évacuer convenablement les ordures ménagères.
- La qualité de vie dans cette cité commence à s'améliorer si on considère l'accroissement et la diversification des biens possédés dans les ménages.
- En ce qui concerne l'environnement, les données ont montré que les érosions continuent à être une menace sérieuse pour l'avenir de cette cité, néanmoins des actions anti-érosives sont actuellement menées et la plupart des ménages participent à des activités communautaires organisées

2.2.5 CAPITAL PHYSIQUE

- En ce qui concerne la qualité du logement, il y a un début timide d'amélioration des habitations, si on regarde le type de matériaux des murs des maisons et si on considère les toitures actuelles des maisons. Par ailleurs, les ménages actuellement ont tendance à augmenter le nombre de pièces dans les logements pour éviter la promiscuité.
- En ce qui concerne l'eau de boisson, on note une certaine augmentation de l'utilisation des sources d'eau non aménagées au détriment des rivières, mais de façon globale, il n'y a pas encore une amélioration de la situation car la proportion de ménages considérés comme ayant accès à l'eau potable semble être en régression.
- En matière d'assainissement des logements, on note une légère amélioration, si on regarde l'utilisation des latrines qu'on peut considérer comme de qualité. On a remarqué également que les ménages commencent à évacuer convenablement les ordures ménagères.
- La qualité de vie dans cette cité commence à s'améliorer si on considère l'accroissement et la diversification des biens possédés dans les ménages.
- En ce qui concerne l'environnement, les données ont montré que les érosions continuent à être une menace sérieuse pour l'avenir de cette cité, néanmoins des actions anti-érosives sont actuellement menées et la plupart des ménages participent à des activités communautaires organisées.
- Enfin, on a noté que l'accès aux infrastructures de base semble s'améliorer surtout en ce qui concerne le secteur de la santé.
- Une fois de plus, l'indicateur sur la quantité physique des réserves alimentaires des ménages confirme l'amélioration de la sécurité alimentaire par l'accroissement des réserves alimentaires

2.2.6 CAPITAL FINANCIER

Des changements significatifs s'observent dans la diversification des moyens de subsistance. L'agriculture est toujours le principal moyen de subsistance de la population, bien que son importance relative soit en tendance baissière au profit des emplois.

Malgré le fait que la sensation du bien-être se soit dépréciée de manière générale, le niveau des dépenses alimentaires a significativement augmenté entre les années 2006 et 2007.

Enfin, plus de personnes déclarent avoir épargné un peu d'argent par rapport à la situation qui prévalait en mars 2006, mais c'est toujours dans le secteur informel que cette épargne se réalise.

2.2.7. CAPITAL SOCIAL DES MENAGES

Il ressort de l'analyse de cette section sur le capital social des ménages que :

- Actuellement plus de ménages de la cité de Kabinda semblent avoir pris connaissance de la nécessité du développement endogène. Il y a plus de personnes qui connaissent qu'il existe des ONG de développement dans la cité et la plupart participent aux activités de développement initiées.
- L'amitié entre ménage continue à exister et l'église continue l'institution dans laquelle la population a plus de confiance ;
- Bien qu'il semble y avoir une certaine mutation dans la façon dont se prennent les repas au sein des ménages, le dynamisme interne au sein des ménages de cette cité continue à être développé, car 98% de ménages ont affirmé que tous les membres des ménages dialoguent sans problèmes et 92% de ménages se sentent faire partie de la communauté contre 86% en 2006.
- L'adhésion aux groupes et association, surtout des groupes religieux tend à s'accroître dans la cité de Kabinda au détriment des autres associations ou groupes comme un club de sport ou autres services ;

3. LECONS APPRISES

Objectif spécifique 1 :

Développer et opérationnaliser un mécanisme de financement et de suivi de la production et/ou de la réhabilitation des infrastructures socio-économiques communautaires et publiques avec la méthode de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO).

LECONS APPRISES

Les méthodes HIMO, dans la production et réhabilitation des infrastructures communautaires de base a démontré leurs capacités et limites dans le contexte de Kabinda.

- Dans un environnement caractérisé par un taux de chômage élevé, les emplois temporaires créés par le projet Fonds Social Urbain *ont suscité une nouvelle dynamique*. Cette dynamique se manifeste par les changements dans le mode de consommation, investissements durables, équipement des ménages en vélos, motos et même une première voiture de particuliers, la mobilité.....Il y a effectivement un transfert réel des revenus vers la population locale.
- La réhabilitation et production des infrastructures communautaires, par les méthodes HIMO *a ouvert des nouvelles débouchées et filières* pour les quelques entrepreneurs locaux : la manufactures de briques de la procure du Diocèse, les ateliers locaux de menuiserie, les transporteurs, vendeuses de graviers....
- Avec le manque d'emplois et la pauvreté au niveau de la cité de Kabinda et ses environs, la main d'œuvre la plus qualifiée a été contrainte à l'exode rural. De ce fait, il était devenu difficile de trouvée une main d'œuvre capable d'exécuter correctement des travaux de bâtiment. Les méthodes HIMO ont *permis d'améliorer sensiblement les capacités de l'artisanat local* au point de rendre le milieu attractif par les anciens candidats à l'exode rural et *d'inciter la compétitivité*.
- L'expérience de Kabinda, effectuée dans un environnement enclavé, *ouvre un nouveau débat sur le calcul du coefficient HIMO pour des projets du type*

Fonds Social. En effet, le coefficient HIMO est calculé par le rapport entre les salaires perçus par les employés aux chantiers et le coût global du projet. Le coût de certains services comme l'approvisionnement en gravier, moellon n'interviennent pas dans les calculs du coefficient HIMO : ce qui est normal lorsque les graviers sont fournis par les entreprises situées à l'extérieur du milieu ciblé par le projet. L'expérience de Kabinda montre que certains matériaux, comme les graviers, peuvent être récoltés et fournis directement au chantier par des femmes travaillant en réseau ou en solitaire de la même manière que le feraient les autres femmes approvisionnant les chantiers en eau.

Si la rémunération des femmes approvisionnant les chantiers en eau est intégrée dans le coefficient HIMO du projet, il devient important de s'interroger sur l'opportunité d'intégrer la rémunération du travail des femmes fournissant les chantiers en gravier.

Parmi les faiblesses révélées des méthodes HIMO, nous pouvons épinglez par exemple :

- Le *coût d'opportunité liée à l'apprentissage*, par manque de main d'œuvre qualifiée. A Kisenso, par exemple, il était fréquent de trouver un maçon qualifié effectuant normalement ses tâches mais être considéré comme travailleur non qualifié (TT) suite à l'abondance de la main d'œuvre. Mais dans le cas de Kabinda, même certains travailleurs considérés comme qualifiés ne le sont pas réellement : Ils apprennent sur le tas....Cet apprentissage sur le tas génère un coût d'opportunité (manque à gagner) dû à l'apprentissage. Ce coût d'opportunité à des répercussions sur la quantité et la qualité du travail fourni dans le temps.
- Dans une économie de subsistance, le recours aux facteurs importés, les coûts de transport et autres coûts de transaction réduisent sensiblement la quantité de la masse monétaire à injecter par la réhabilitation et construction des infrastructures communautaires. *L'idéal serait d'accompagner l'économie locale de manière à inciter une substitution progressive des facteurs importés par des facteurs locaux, sans pour autant altérer la qualité des infrastructures.*

- En définitive, l'objectif global du projet tel que formulé, n'est pas réalisable à 100% dans un délai de deux ans. L'expérience du projet FSU/Kabinda a montré qu'il faille disposer d'un temps suffisamment acceptable (quatre ans au moins) pour permettre l'adaptation de l'approche dans le contexte de Kabinda.

Objectif spécifique 2 : Financer les activités génératrices de revenus

LECONS APPRISES

Les activités génératrices de revenus financées pour les organisations à la base sont plus perçues dans une logique sociale que d'entreprise. Quelques leçons particulières peuvent être retenues pour les AGR financées avec le Fonds à Kabinda :

- Les activités génératrices de revenus ont constitué une stratégie efficace pour le développement économique locale, *l'hypothèse n'est valable que dans la limite où la logique d'entreprise est complètement dissociée de la logique socialiste.*
- Souvent considérées comme bouées de sauvetage pouvant permettre aux plus démunis de disposer d'un fonds de commerce, la stratégie connaît beaucoup de *difficultés en terme de durabilité.*
- Quand bien même les fonds arriveraient aux plus démunis, aucune garantie ne certifie que les plus démunis sont *réellement les initiateurs de leurs projets individuels* et qu'ils disposent des capacités requises pour gérer l'activité. *L'idéal serait que des structures ayant une expérience éprouvée accompagnent les personnes cibles à identifier leurs créneaux, réfléchir sur leurs projets, dans l'élaboration des plans de financement ou de développement de leurs projets, et dans les conseils en gestion.*
- S'agissant des AGR gérées de manière collective, la réussite dépend fortement de *l'expérience et du niveau de capital social* atteint par le groupe. Des nouvelles associations, nées pour le besoin de la cause, n'ont pratiquement aucune chance de prospérer dans les AGR : *« l'argent n'est pas un ciment solide pour la cohésion des groupes »*

Objectif spécifique 03 :

Renforcer les liens communautaires et le capital social de la cité de Kabinda

LECONS APPRISES

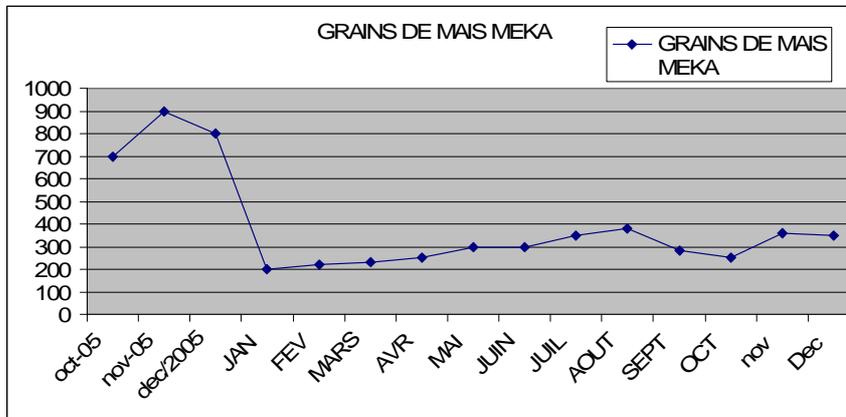
- Le niveau de démocratisation de la société est un facteur fondamental dans la mise en œuvre des projets du genre Fonds Sociaux. Ces projets s'appuyant sur la participation de la population, à différentes étapes de programmation et mise en œuvre du projet, nécessitent une certaine culture de libertés fondamentales (dans l'expression, le choix, la pensée....).
- La décentralisation des pools de décisions, avec les comités consultatifs des quartiers, ne peut fonctionner correctement qu'avec une relative démocratisation de la société. Le contraire, affecte la qualité des décisions à la base et conduit à la paralysie des organes décentralisés (C.C.L/Quartiers).
- A plusieurs reprises, les promesses des autorités politico-administratives n'ayant souvent pas été concrétisées, la population développe une certaine hostilité aux initiatives de développement en provenance de l'extérieur. Il est nécessaire, de prévoir un temps suffisamment acceptable pour la sensibilisation et mobilisation communautaire autour des projets menés avec des Fonds discrétionnaires, le contraire affecte sensiblement la qualité et l'impact des projets.
- Dans un environnement caractérisé par une défaillance institutionnelle dans la mise en place des infrastructures publiques et l'impulsion du développement local, il est nécessaire de créer des synergies avec d'autres partenaires beaucoup plus spécialisés dans certains domaines.

Une synergie positive a été constatée entre les projets Routes Rurales (CTB/DFID) et Fonds Social Urbain/Kabinda (CTB/DFID). Pendant que le projet route oeuvrait pour le désenclavement de Kabinda, le FSU assurait la consolidation du développement économique local par le financement de

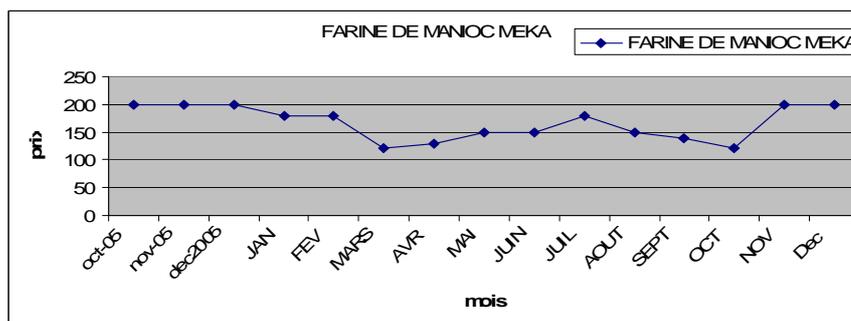
l'agriculture en intrants, outils agricoles, vulgarisation et accompagnement des structures coopératives. L'année après, la baisse relative perçue sur le prix réel du maïs, pendant la période de soudure, est un résultat conjugué des effets des routes et du Fonds. Le Fonds sans les routes, augmenterait la production locale dont la baisse probable des prix aurait une influence négative sur les revenus des producteurs. Les Routes seules, sans le Fonds auraient théoriquement un effet sur l'augmentation de la demande extérieure au risque de réduire considérablement l'offre locale pendant la période de soudure....

Annexe 1

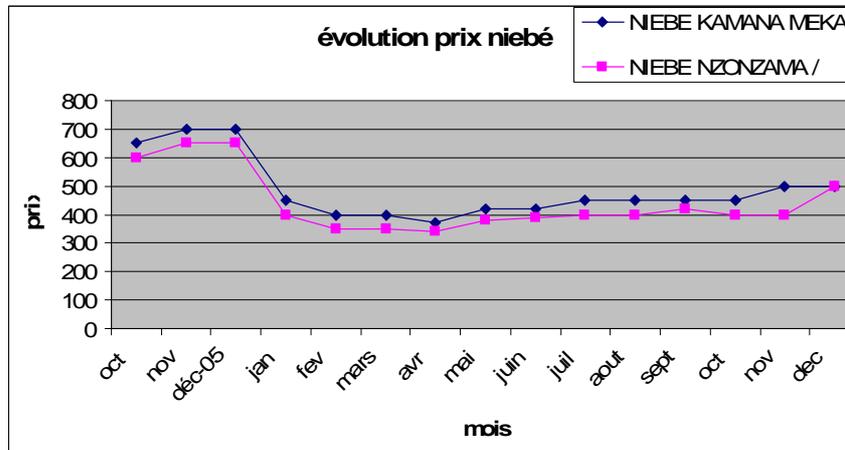
Évolution prix maïs



Évolution prix manioc

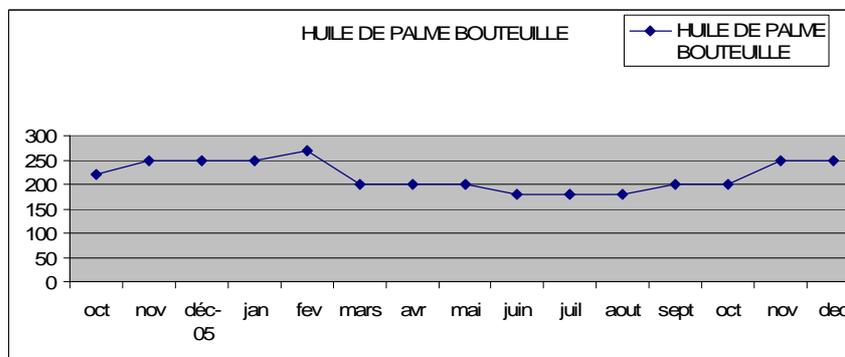


Évolution prix niébé

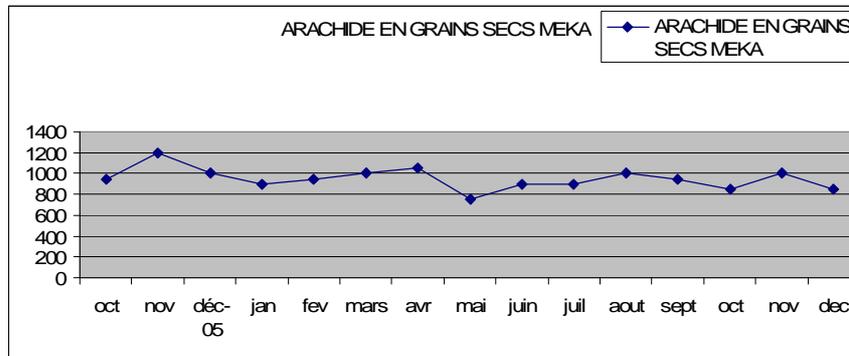


Évolution prix huile de palme

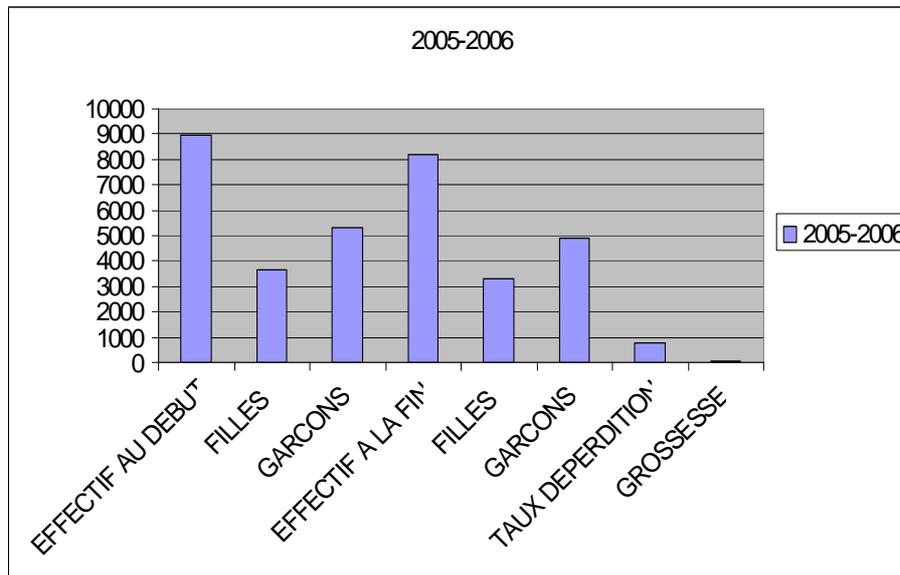
source: Enquête au marché de Kabinda et relevé des prix développement rural



Évolution prix arachide

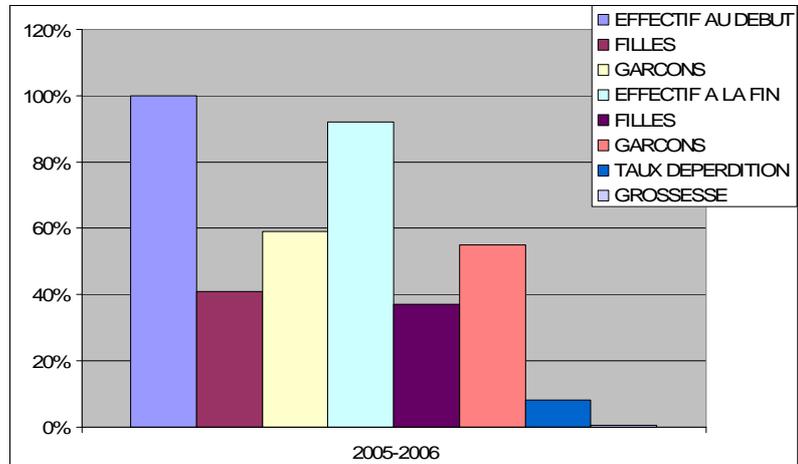


Taux de déperdition scolaire



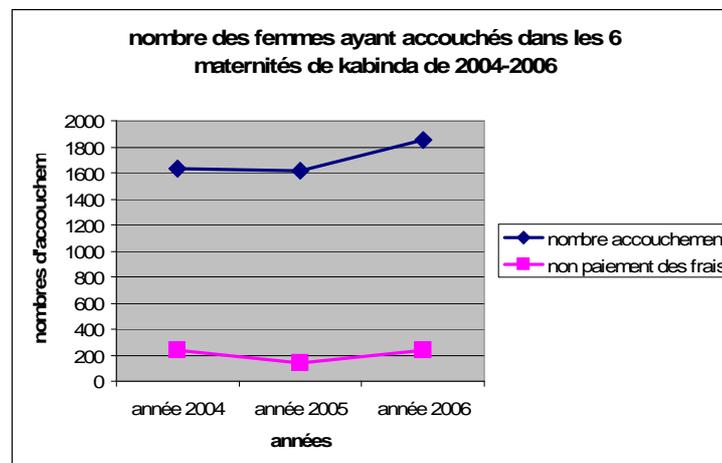
Taux de déperdition

source: statistiques écoles

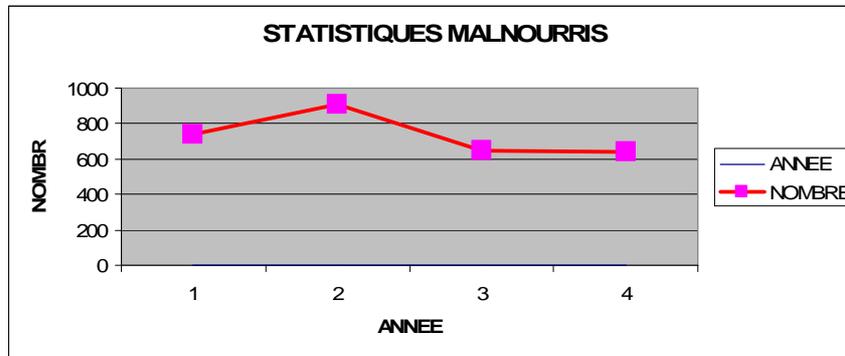


NOMBRE DES FEMMES AYANTS ACCOUCHEES DANS LES 6 MATERNITES

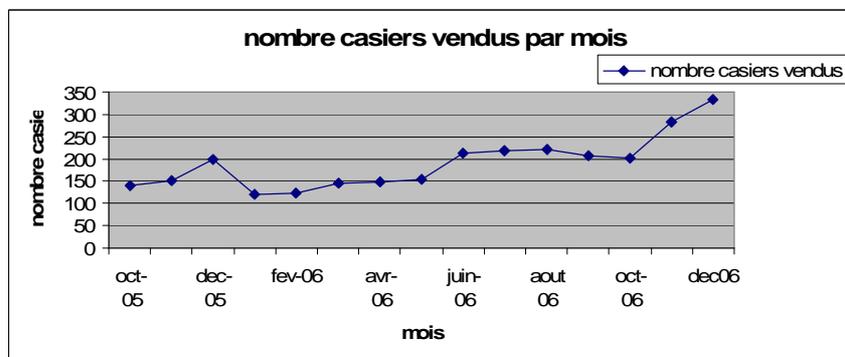
Source: maternités officielles et HGR



Nombre malnourris de 2003-2006
Source: HGR



Nombre casiers bières vendus par mois



Annexe 2

LISTE DES TRUCTURES PARTENAIRES

ILD nr.	ONG	Montant	Activité	Réception définitive
1	AGEDSKA	22.721 €	lutte anti-érosive au quartier Mbandaka/shabana	oui
2	CJK	1.156 €	Réhabilitation aéroport de Zewe	oui
3	COAGRIFOCA	7.017 €	Appui aux petits agriculteurs de Kamina	oui
4	AFSKA	7.575 €	Appui aux petits agriculteurs de Kipongo-Ludimbi	oui
5	AGEDS	7.917 €	Appui aux petits agriculteurs de Mbunda Kaolé	oui
6	OPEDEV	12.380 €	Appui aux petits agriculteurs de Kateya	oui
7	BEP	12.188 €	Appui aux petits agriculteurs de Nkanga	oui
8	SIDKA	7.923 €	Appui aux petits agriculteurs de Tshimonga	oui
9	KIMU	30.237 €	Construction EP MUYA	oui
10	SRIKA	31.055 €	Construction EP notre dame du rosaire	oui
11	ATACOA	11.987 €	Lutte anti-érosive au quartier Congo	oui
12	FEVIDEK	30.223 €	Construction Inst.Batshimbue	oui
13	AJDBA	31.926,7 €	Construction EP Kalambay	oui
14	CJKA	8.248 €	Réhabilitation résidence commissaire de district	oui
15	ABB	2.564,10 €	Commercialisation des produits vivriers	oui
16	OJEDEV	2.564,10 €	Commercialisation huile de palme	oui
17	MONASTERE CLARISSE	5.000 €	Fabrication savon artisanal	oui
18	ABBBU	2.564,10 €	Commercialisation des produits vivriers	oui
19	ASBOKA	2.564,10 €	Commercialisation des produits vivriers	oui
20	MUTUELLE BOMUNE	2.564,10 €	Commercialisation des produits vivriers	oui
21	SAINT DAMIEN	3.258 €	Boulangerie communautaire	oui

22	NDALAMUMBA	3.418,80 €	Atelier de couture à kamukungu	oui
23	TBBMA	3.418,80 €	Atelier de couture à Bunduki	oui
24	ABBT	2.564,10 €	Appui à la boulangerie communautaire	oui
25	AVDKA	11.695 €	Lutte anti érosive au quartier Congo	oui
26	AJDKA	13.012,6 €	Lutte anti érosive à yakasongo, balasa, shidika	oui
27	AJBB	20.776.9 €	Lutte anti érosive à kamukungu et bena mbua	oui
28	AGEDSKA	8.509 €	Lutte anti érosive quartier Congo	oui
29	AMAKA	35.913 €	Construction EP lukubama	oui
30	OSADER	35.898 €	Construction EP Bunduki	oui
31	BEP	3.386 €	Appui aux petits agriculteurs de Nkanga	oui
32	OPEDEV	3.336 €	Appui aux petits agriculteurs de Katea	oui
33	COAGRIFOCA	2.969 €	Appui aux petits agriculteurs de kamina	oui
34	AGEDS	2.986 €	Appui aux petits agriculteurs de Mbunda	oui
35	CNL	2.955 €	Appui aux petits agriculteurs de Tshimonga	oui
36	UFECO	28.524 €	Construction école maternelle Bisasa	oui
37	ANAPECO	35.947 €	Construction EP Kabue Mpanya	oui
38	APR	16.362 €	Réhabilitation lycée Tuvuileny	oui
39	FMRA	32.982 €	Construction collège saint Matthieu	oui
40	APEPIKA	32.814 €	Construction ITM kabinda	oui
41	Frères de Charité	33.222 €	Réhabilitation Institut .Bomune, Kifulo, kintukimune	oui
42	Centre des Jeunes	29.279 €	Construction Institut shabana	oui
43	AAI	30.701 €	Construction mur de clôture de l'hôpital général de kabinda	oui

44	AGEDSKA	4.682 €	Lutte anti érosive quartier Mbandaka	oui
45	AVDKA	3.403 €	Lutte anti érosive quartier Congo	oui
46	AJDKA	3.403 €	Lutte anti érosive à yakasongo, balasa, shidika	oui
47	ATACO	3.403 €	Lutte anti érosive au quartier Congo	oui
48	AJBB	4.443 €	Lutte anti érosive à kamukungu et Bena Mbua	oui
49	AJA grand kasai	6.844,22 €	Atelier de soudure	oui
50	SOVIDER	4.962,98 €	Appui aux petits maraîchers site kayaya kabundu	oui
51	UMK	2.769 €	Appui aux petits maraîchers de kamukungu	oui
52	VPR	2.500 €	Projet pilote pisciculture à kabinda	oui
53	APIMABU	2.798 €	Appui aux petits maraîchers de Bunduki	oui
54	TK	2.247€	Equipement informatique District de Kabinda	oui
55	DK	2.247€	Equipement informatique District de Kabinda	oui
56	ADR	34.431 €	Construction salle polyvalente	oui
57	BEP	9.300 €	Appui aux petits agriculteurs de Nkanga Mashi	oui
58	OPEDEV	7.983,38 €	Appui aux petits agriculteurs de kateya Tshileta	oui
59	COAGRIFOKA	7.983,38 €	Appui aux petits agriculteurs de Kamina	oui
60	CEILU	7.983,38 €	Appui aux petits agriculteurs de Kashiba Sotraf	oui
61	ADAPAK	7.983,38 €	Appui aux petits agriculteurs de Kiluishi Esula	oui
62	ACF	7.983,38 €	Appui aux petits agriculteurs de Kabondo Mufindu	oui
63	CNL	7.983,38 €	Appui aux petits agriculteurs de Tshimonga	oui
64	AFK	7.983,38 €	Appui aux petits agriculteurs de Kananga	oui
65	ADTK	7.983,38 €	Appui aux petits agriculteurs de Ntunta tshipanga	oui
66	AGEDS	7.983,38 €	Appui aux petits agriculteurs de Mbunda Kaolé	oui
67	BDIE	8.295,86 €	Appui aux petits agriculteurs de Nswedi Ntunta	oui
68	AVODIK	9.300 €	Appui aux petits agriculteurs de Kalomo Lumamayi	oui

69	ACER	3.519 €	Construction de 3 dalots	oui
70	IDEBASE	38.121 €	Construction Bureau de la Cité	oui
71	CASE	39.962€	Construction Unikab	oui
72	Sœurs Clarisses	19.296€	Construction savonnerie	oui
74	APECLT	3.800€	Equipement Lycée n machines à coudre	oui
75	FMRA	2.014€	Equipement Foyer social	oui
76	ADICO	27.716€	Construction école maternelle Fundilu	oui
77	AGEDESKA	6.681€	LAE	oui
78	AVDKA	10.219€	LAE	oui
79	ATACOA/POCC	6.659€	LAE	oui
80	AJBB	7.255€	LAE	oui
81	AJDKA	6.787€	LAE	oui
82	AJVDS/LJSK	6.835€	LAE	oui
83	CPDLO	6.603€	LAE	oui
84	ASEA	6.997€	LAE	oui
85	PTB/AVKK	9.570€	LAE	oui
86	AJDBA	36.243€	Construction EP lumpungu	oui
87	AJDIKA	36.398€	Construction Institut de Kabinda	oui
88	UKA	36.356€	Construction Université du kasayi	oui
89	ATUBA	32243€	Construction EP Tuendeyi	oui
90	ACER	10.006€	Réhabilitation axe KS-CJK	oui
91	ASEA	10.006€	Réhabilitation axe entrée District-Prison	oui
92	OJEDEV	10.006€	Réhabilitation axe entrée bunduki-rivière	oui
93	KIMU	10.006€	Réhabilitation axe HGR-KS	oui
94	AJDKA	10.006€	Réhabilitation axe KS-St Pierre	oui

95	AJVDS	10.006€	Réhabilitation axe St Pierre-Bunduki	oui
96	AGEDESKA	6533 €	LAE Mbandaka	oui
97	APIMABU	1028,539€	Appui aux maraîchers	oui
98	SOVIDER	1028,539€	Appui aux maraîchers	oui
99	UMK	1028,539€	Appui aux maraîchers	oui
100	VPR	2997 ,037€	Appui à l'élevage des poules	oui
101	ISNT.BOMUNE	5750€	Equipement en bancs	oui
102	EP. NAB UNTUILE	5750€	Equipement en bancs	oui
103	CJK	8237€	Aménagement sources	oui
104	FRERES CHARITES	3541€	Réhabilitation axe CJK-Kintukimune	oui
105	AAI	17.950€	Captage de la source de l'HGR	oui

Annexe 3 : Photos